

## Processus d'endettement

<p style="text-align: center;"><b>Effets pervers du colonialisme</b></p> <p>Le modèle colonial d'interdépendance n'a pas changé de manière substantielle après les indépendances. En effet, à l'exception de quelques pays, et souvent pour des périodes limitées, les États nouvellement indépendants ont plutôt poussé l'accélération et l'exportation des matières premières (cultures de rente) et minières, celles-ci étant les seules économies un tant soit peu organisées dans le pays et donc les seules sources de financements possibles pour importer les technologies et produits occidentaux.</p> <p>Or, ce ne sont généralement pas les petits producteurs qui perçoivent ce genre de rente, mais une bourgeoisie de pouvoir qui ne peut y rester que si elle adopte un comportement plus spéculatif qu'industriel. Les revenus tirés de la rente ne sont que très rarement utilisés pour investir dans une industrialisation ! D'autre part, par leur développement forcé, les cultures de rente empêchent la production suffisante de cultures vivrières et les cultures de rente elles-mêmes commencent à souffrir de leur surproduction. Celle-ci fait alors baisser les prix sur les marchés mondiaux.</p> <p>Sources : OXFAM, <i>Afrique, beaucoup d'atouts, trop d'obstacles</i>, France, 1995</p>	<p style="text-align: center;"><b>Le FMI et ses plans structurels</b></p> <p>S'inquiétant des risques de faillite des banques privées engagées dans le Sud, le FMI et la BM interviennent en 1982 pour que le Nord soit bien remboursé. On n'annule ni ne réduit les créances : le FMI accorde de nouveaux prêts aux pays du Sud pour rembourser les pays du Nord mais sous condition de "Plans d'Ajustement Structurel", les PAS, c'est-à-dire libéraliser le commerce par la suppression des droits de douane, libéraliser le système bancaire, privatiser les entreprises publiques, réformer les administrations et réduire au maximum les interventions de l'État. Un pays qui ne libéralise pas ne permet pas aux entreprises du Nord d'acheter leurs actions et d'écouler leurs produits avec un minimum de frais, et il ne reçoit pas de prêts.</p> <p>Les premières mesures imposées sont en général une dévaluation de la monnaie locale et une hausse des taux d'intérêt à l'intérieur du pays, puis viennent les réformes structurelles pour réduire le déficit budgétaire: baisse des investissements publics avec licenciements, privatisations, déréglementation du marché du travail avec gel des salaires, baisse des prestations sociales, baisse des subventions aux produits de base (pain, eau, transport, électricité), application de tarifs pour l'accès à l'éducation et à la santé, libéralisation du commerce international avec baisse des protections douanières, libéralisation des entrées et sorties de capitaux, réforme fiscale avec généralisation de la TVA aux dépens de l'impôt sur le revenu.</p> <p>Sources : D. Millet, in <i>La tragédie de la dette : d'un colonialisme à l'autre</i>, CADTM France</p>
<p style="text-align: center;"><b>Le Grand virage de 1979 à 1982.</b></p> <p>On change les règles du jeu à Washington. En 1979 la Banque Centrale des USA décide d'augmenter subitement et de manière drastique les taux d'intérêt américains. C'est le choc Volcker, du nom du président de la Réserve Fédérale. Mais les prêts au pays du Tiers Monde sont indexés en fonction du marché des taux d'intérêt américains et de celui de la City (Londres). Par voie de conséquence, ces taux d'intérêt explosent. Du jour au lendemain, ils doivent rembourser 4 à 5 fois plus d'intérêts.</p> <p>De surcroît, ils sont confrontés à la baisse des cours des matières premières et des produits agricoles qu'ils exportent. Au cours des années 1980, les pays débiteurs doivent donc se procurer de plus en plus de devises pour rembourser leurs créanciers.</p> <p>Ils tentent alors d'exporter encore plus (café, cacao, coton, sucre, arachide, minerais, pétrole, etc.) pour récupérer davantage de devises, ce qui, vu l'absence de demande supplémentaire au Nord, fait encore plus baisser les cours.</p> <p>Il faut rembourser davantage avec des ressources en diminution. Il faut emprunter pour rembourser ! Or les taux d'intérêt qui s'y rapportent, augmentent aussi ! C'est la mise en route de la spirale ! Craignant de ne jamais revoir l'argent prêté, les banques stoppent tout crédit ! Les flux financiers vers les pays du Sud se tarissent. Le Sud envoie plus de capitaux vers le Nord que l'inverse. Les pays les plus endettés font face à d'énormes difficultés de paiement. C'est la crise de la dette, due à l'envolée des taux d'intérêt, qui explose en 1982 à partir du Mexique.</p> <p>Sources : Groupe "<i>Dette du Tiers Monde</i>" d'Aix, au CAC d'Aix en Provence, 2001</p>	<p style="text-align: center;"><b>Les allègements et annulations de la dette</b></p> <p>En 1996, les créanciers n'ont même pas réduit 1 % de la dette du tiers-monde. Le FMI lance alors l'opération « Pays Pauvres très Endettés » (PPTE) qui prévoit d'annuler... 4 % de la dette du tiers-monde. Trois ans plus tard, 17 millions de personnes déposent une pétition en faveur de l'annulation de la dette aux dirigeants du G7. Ainsi en juin 2005, les pays du G8 ont conclu un accord sur l'annulation de la dette de 18 pays pauvres très endettés (PPTE), qui conduit « immédiatement » à l'effacement de 40 milliards de dollars de dette pour ces pays.</p> <p>Dans un deuxième temps, neuf autres pays seront associés pour un effacement de dette de 11 milliards de dollars, et un troisième groupe de 11 pays pour 4 milliards de dollars sera ensuite impliqué.</p> <p>Sources : J.-E Pollet, <i>Demain le monde</i>, CNCD.</p>



